

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-01-12-01213

Arrêté modifiant l'arrêté du 18 mars 1991 relatif au classement, à la réglementation et à l'équipement des passages à niveau

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1212-2, les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national d'évaluation des normes adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 18 mars 1991 relatif au classement, à la réglementation et à l'équipement des passages à niveau ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 19 décembre 2016 ;

Vu la décision de report du Président du conseil national d'évaluation des normes en date du 12 janvier 2017 ;

Vu l'avis défavorable rendu par le conseil national d'évaluation des normes lors de la séance du 9 février 2017 ;

Sur le rapport de Mme Caroline LAURENT, adjointe à la cheffe du bureau de la sécurité des transports guidés, à la direction générale des infrastructures, des transports et de la mer, au ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer ;

Attendu que le ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer maintient le projet de texte dans sa version examinée devant le conseil national d'évaluation des normes lors de la séance du 9 février 2017 ;

Attendu que le maintien de la version antérieure du texte, sans tenir compte des observations formulées par les élus du conseil national d'évaluation des normes à la séance du 9 février 2017, aboutit à faire adopter des dispositions considérées comme excessives au regard des normes en vigueur applicables aux collectivités territoriales ;

Après délibération et vote de ses membres présents :

- avis défavorable émis par 5 membres représentant les élus
- avis favorable émis par 3 membres représentant l'Etat

Article 1^{er} : Le conseil national d'évaluation des normes émet un avis défavorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,


Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-02-09-01260

Décret relatif aux schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux et schémas d'aménagement et de gestion des eaux modifiant le code de l'environnement et le code général des collectivités territoriales

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1212-2, les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national d'évaluation des normes adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif aux schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux et schémas d'aménagement et de gestion des eaux modifiant le code de l'environnement et le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 17 janvier 2017 ;

Vu l'avis défavorable rendu par le conseil national d'évaluation des normes lors de la séance du 9 février 2017 ;

Sur le rapport de Mme Catherine GIBAUD, chef du bureau planification et économie de l'eau, à la direction de l'eau et de la biodiversité, au ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux regrettent que le ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer n'ait pu répondre favorablement, dans sa nouvelle version du projet de texte, à la totalité des réserves émises par les associations d'élus lors de la concertation qui a été menée ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux appellent le ministère rapporteur à faire preuve d'une plus grande cohérence dans la présentation de textes nouveaux et la modification de textes existants afin d'éviter l'adoption de dispositions considérées comme excessives au regard des normes en vigueur applicables aux collectivités territoriales ;

Attendu que l'objectif de valeur constitutionnelle d'accessibilité et d'intelligibilité de la loi nécessite de la part de l'administration de veiller davantage à la clarté de la rédaction afin de faciliter la mise en œuvre des textes applicables par les collectivités territoriales ;

Après délibération et vote de ses membres présents :

- avis défavorable émis par 6 membres représentant les élus
- avis favorable émis par 3 membres représentant l'Etat

Article 1^{er} : Le conseil national d'évaluation des normes émet un avis défavorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01319

Décret relatif à la protection sanitaire contre les dangers résultant de l'exposition aux rayonnements ionisants et à la sécurité des sources de rayonnements ionisants contre les actes de malveillances

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1212-2, les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national d'évaluation des normes adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif à la protection sanitaire contre les dangers résultant de l'exposition aux rayonnements ionisants et à la sécurité des sources de rayonnements ionisants contre les actes de malveillances ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Sur le rapport conjoint de Mme Ghislaine PALIX-CANTONE, cheffe du bureau de l'environnement intérieur, des milieux de travail et des accidents de la vie courante, de M. Benoît BETTINELLI, chef de la mission sûreté nucléaire et radioprotection de Mme Bérengère LEDUNOIS, chargée de dossier santé environnement intérieur, à la direction générale de la santé, au ministère des affaires sociales et de la santé et de M. Fabrice CANDIA, adjoint au chef de la mission sûreté nucléaire et radioprotection, à la direction générale de la prévention des risques, au ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux soulignent le manque de précision du dispositif, que ce soit dans l'évaluation de l'impact financier ou dans l'efficacité des mesures correctives proposées ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux souhaitent que le projet de décret prévoie un champ d'application plus large et regrettent à ce titre le manque de concertation avec les associations d'élus ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux appellent l'administration à faire preuve d'une plus grande cohérence dans la présentation de textes nouveaux et la modification de textes existants afin d'éviter l'adoption de dispositions considérées comme excessives au regard des normes en vigueur applicables aux collectivités territoriales ;

Attendu que l'objectif de valeur constitutionnelle d'accessibilité et d'intelligibilité de la loi nécessite de la part de l'administration de veiller davantage à la clarté de la rédaction afin de faciliter la mise en œuvre des textes applicables par les collectivités territoriales ;

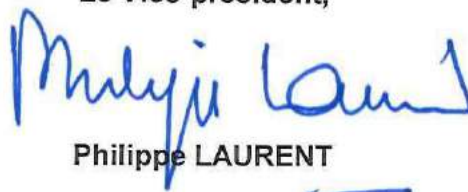
Après délibération et vote de ses membres présents :

- avis défavorable émis par 6 membres représentant les élus
- avis favorable émis par 3 membres représentant l'Etat

Article 1^{er} : Le conseil national d'évaluation des normes émet un avis défavorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01322

Décret relatif aux modalités d'application de la retenue à la source de l'impôt sur le revenu prévue au 1° du 2 de l'article 204 A du code général des impôts

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1212-2, les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national d'évaluation des normes adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif aux modalités d'application de la retenue à la source de l'impôt sur le revenu prévue au 1° du 2 de l'article 204 A du code général des impôts ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Sur le rapport de M. Vincent MAZAURIC, directeur général adjoint des finances publiques, au ministère de l'économie et des finances ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux soulignent, dans un contexte budgétaire contraint, le coût engendré par ce dispositif en termes de formation des agents et de maintenance des progiciels, en particulier pour les collectivités territoriales de petite taille, qui ont toutes l'obligation d'équilibrer leurs budgets et sont soumises à de multiples contraintes ;

Attendu que ce dispositif n'a pas fait l'objet d'une concertation suffisamment approfondie entre les collectivités territoriales et le réseau du Trésor public, ne permettant pas une mise en place optimale de la réforme proposée par le ministère rapporteur, qui souhaite une entrée en vigueur du texte au 1^{er} octobre 2017 ;

Attendu que les membres représentant les locaux soulignent les risques d'erreur et de majoration de l'impôt sur le revenu du fait des nouvelles règles de calcul ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux font part des inquiétudes exprimées sur le terrain par les agents territoriaux, qui se tournent prioritairement vers les services RH des collectivités employeurs, déjà fortement sollicités, et non vers les centres des finances publiques, dont les missions de conseil apporté aux collectivités territoriales pourraient être renforcées ;

Attendu que ce nouveau mode de perception favorise l'individualisation de l'impôt et permet à l'employeur local d'avoir accès à des informations personnelles sur les salariés avec toutes les conséquences dommageables qui peuvent en résulter ;

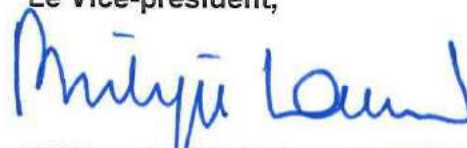
Après délibération et vote de ses membres présents :

- avis défavorable émis par 6 membres représentant les élus
- avis favorable émis par 3 membres représentant l'Etat

Article 1^{er} : Le conseil national d'évaluation des normes émet un avis défavorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01326

Décret modifiant le décret n°91-856 du 2 septembre 1991 portant échelonnement indiciaire applicable aux directeurs d'établissements territoriaux d'enseignement artistique

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1212-2, les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national d'évaluation des normes adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret modifiant le décret n°91-856 du 2 septembre 1991 portant échelonnement indiciaire applicable aux directeurs d'établissements territoriaux d'enseignement artistique ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Sur le rapport conjoint de M. Jean-Marc LESCURE, adjoint au chef du bureau des statuts et de la réglementation des personnels territoriaux, et de Mme Claire MARTIN, rédactrice au bureau des statuts et de la réglementation des personnels territoriaux, à la direction générale des collectivités locales, rattachée au ministère de l'intérieur et au ministère de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales ;

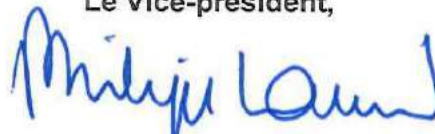
Après délibération et vote de ses membres présents :

- avis favorable émis par 6 membres représentant les élus
- abstention émise par 1 membre représentant les élus
- avis favorable émis par 3 membres représentant l'Etat

Article 1^{er} : Le conseil national d'évaluation des normes émet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01325

Décret modifiant le décret n°91-855 du 2 septembre 1991 portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs d'établissements territoriaux d'enseignement artistique

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1212-2, les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national d'évaluation des normes adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret modifiant le décret n°91-855 du 2 septembre 1991 portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs d'établissements territoriaux d'enseignement artistique ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Sur le rapport conjoint de M. Jean-Marc LESCURE, adjoint au chef du bureau des statuts et de la réglementation des personnels territoriaux, et de Mme Claire MARTIN, rédactrice au bureau des statuts et de la réglementation des personnels territoriaux, à la direction générale des collectivités locales, rattachée au ministère de l'intérieur et au ministère de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales ;

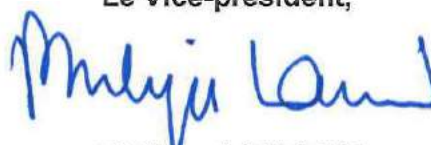
Après délibération et vote de ses membres présents :

- avis favorable émis par 6 membres représentant les élus
- abstention émise par 1 membre représentant les élus
- avis favorable émis par 3 membres représentant l'Etat

Article 1^{er} : Le conseil national d'évaluation des normes émet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01327

Décret modifiant le décret n°91-857 du 2 septembre 1991 portant statut particulier du cadre d'emplois des professeurs d'enseignement artistique

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1212-2, les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national d'évaluation des normes adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret modifiant le décret n°91-857 du 2 septembre 1991 portant statut particulier du cadre d'emplois des professeurs d'enseignement artistique ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Sur le rapport conjoint de M. Jean-Marc LESCURE, adjoint au chef du bureau des statuts et de la réglementation des personnels territoriaux, et de Mme Claire MARTIN, rédactrice au bureau des statuts et de la réglementation des personnels territoriaux, à la direction générale des collectivités locales, rattachée au ministère de l'intérieur et au ministère de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales ;

Après délibération et vote de ses membres présents :

- avis favorable émis par 6 membres représentant les élus
- abstention émise par 1 membre représentant les élus
- avis favorable émis par 3 membres représentant l'Etat

Article 1^{er} : Le conseil national d'évaluation des normes émet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,


Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01328

Décret modifiant le décret n°91-858 du 2 septembre 1991 portant échelonnement indiciaire applicable aux professeurs territoriaux d'enseignement artistique

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1212-2, les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national d'évaluation des normes adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret modifiant le décret n°91-858 du 2 septembre 1991 portant échelonnement indiciaire applicable aux professeurs territoriaux d'enseignement artistique ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Sur le rapport conjoint de M. Jean-Marc LESCURE, adjoint au chef du bureau des statuts et de la réglementation des personnels territoriaux, et de Mme Claire MARTIN, rédactrice au bureau des statuts et de la réglementation des personnels territoriaux, à la direction générale des collectivités locales, rattachée au ministère de l'intérieur et au ministère de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales ;


Après délibération et vote de ses membres présents :

- avis favorable émis par 6 membres représentant les élus
- abstention émise par 1 membre représentant les élus
- avis favorable émis par 3 membres représentant l'Etat

Article 1^{er} : Le conseil national d'évaluation des normes émet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01336

Ordonnance modifiant le livre III du code du patrimoine

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1212-2, les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national d'évaluation des normes adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'ordonnance modifiant le livre III du code du patrimoine ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Sur le rapport conjoint de M. Nicolas GEORGES, directeur chargé du livre et de la lecture, de Mme Pauline LE GOFF-JANTON, adjointe au chef du département des bibliothèques, et de M. Thierry CLAERR, chef du bureau de la lecture publique, à la direction générale des médias et des industries culturelles, au ministère de la culture et de la communication ;

Attendu que les membres représentant les élus témoignent leur satisfaction à l'égard des réformes de simplification engagées par le ministère rapporteur et soulignent la qualité de la concertation menée avec les collectivités territoriales, notamment en Alsace-Moselle ;

Article 1^{er} : Après en avoir délibéré, le conseil national d'évaluation des normes émet, à l'unanimité des membres présents, un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Philippe Laurent', is written over the printed name.

Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01343

Décret portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux socio-éducatifs

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1212-2, les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national d'évaluation des normes adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux socio-éducatifs ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 15 février 2017 ;

Sur le rapport conjoint de M. Jean-Marc LESCURE, adjoint au chef du bureau des statuts et de la réglementation des personnels territoriaux, et de Mme Claire MARTIN, rédactrice au bureau des statuts et de la réglementation des personnels territoriaux, à la direction générale des collectivités locales, rattachée au ministère de l'intérieur et au ministère de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux souhaitent que soit mené à bien cette réforme en veillant notamment à ce que soit reconnu le diplôme de la filière sociale au niveau licence ;

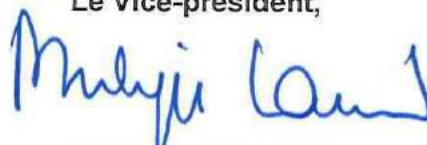
Après délibération et vote de ses membres présents :

- avis favorable émis par 2 membres représentant les élus
- abstention émise par 5 membres représentant les élus
- avis favorable émis par 3 membres représentant l'Etat

Article 1^{er} : Le conseil national d'évaluation des normes émet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-09-01344

Décret portant échelonnement indiciaire applicable aux assistants territoriaux socio-éducatifs

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1212-2, les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national d'évaluation des normes adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret portant échelonnement indiciaire applicable aux assistants territoriaux socio-éducatifs ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 15 février 2017 ;

Sur le rapport conjoint de M. Jean-Marc LESCURE, adjoint au chef du bureau des statuts et de la réglementation des personnels territoriaux, et de Mme Claire MARTIN, rédactrice au bureau des statuts et de la réglementation des personnels territoriaux, à la direction générale des collectivités locales, rattachée au ministère de l'intérieur et au ministère de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux souhaitent que soit mené à bien cette réforme en veillant notamment à ce que soit reconnu le diplôme de la filière sociale au niveau licence ;

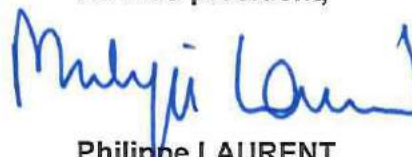
Après délibération et vote de ses membres présents :

- avis favorable émis par 2 membres représentant les élus
- abstention émise par 5 membres représentant les élus
- avis favorable émis par 3 membres représentant l'Etat

Article 1^{er} : Le conseil national d'évaluation des normes émet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01345

Décret portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1212-2, les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national d'évaluation des normes adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 15 février 2017 ;

Sur le rapport conjoint de M. Jean-Marc LESCURE, adjoint au chef du bureau des statuts et de la réglementation des personnels territoriaux, et de Mme Claire MARTIN, rédactrice au bureau des statuts et de la réglementation des personnels territoriaux, à la direction générale des collectivités locales, rattachée au ministère de l'intérieur et au ministère de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux souhaitent que soit mené à bien cette réforme en veillant notamment à ce que soit reconnu le diplôme de la filière sociale au niveau licence ;

Après délibération et vote de ses membres présents :

- avis favorable émis par 2 membres représentant les élus
- abstention émises par 5 membres représentant les élus
- avis favorable émis par 3 membres représentant l'Etat

Article 1^{er} : Le conseil national d'évaluation des normes émet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01346

Décret portant échelonnement indiciaire applicable aux éducateurs territoriaux de jeunes enfants

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1212-2, les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national d'évaluation des normes adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret portant échelonnement indiciaire applicable aux éducateurs territoriaux de jeunes enfants ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 15 février 2017 ;

Sur le rapport conjoint de M. Jean-Marc LESCURE, adjoint au chef du bureau des statuts et de la réglementation des personnels territoriaux, et de Mme Claire MARTIN, rédactrice au bureau des statuts et de la réglementation des personnels territoriaux, à la direction générale des collectivités locales, rattachée au ministère de l'intérieur et au ministère de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux souhaitent que soit mené à bien cette réforme en veillant notamment à ce que soit reconnu le diplôme de la filière sociale au niveau licence ;

Après délibération et vote de ses membres présents :

- avis favorable émis par 2 membres représentant les élus
- abstention émise par 5 membres représentant les élus
- avis favorable émis par 3 membres représentant l'Etat

Article 1^{er} : Le conseil national d'évaluation des normes émet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,


Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01349

Décret relatif au pacte civil de solidarité

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1212-2, les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national d'évaluation des normes adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif au pacte civil de solidarité ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 15 février 2017 ;

Sur le rapport conjoint de M. Grégoire LEFEBVRE, conseiller droit civil et droit social du garde des sceaux, de M. Vincent MAZALAIGUE, chef de projet COMEDEC, de Mme Edith LAUNAY, rédactrice au bureau du droit des personnes à la direction des affaires civiles et du sceau, et de Mme Danielle TORTELLO, à la direction des services judiciaires, au ministère de la Justice ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux reconnaissent que le projet de texte simplifie les démarches des citoyens, mais regrettent qu'il engendre une nouvelle charge financière pour les communes dans un contexte budgétaire contraint ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux expriment le souhait de saisir la commission consultative d'évaluation des charges (CCEC) afin d'évaluer la nécessité d'un droit à compensation ;

Après délibération et vote de ses membres présents :

- avis défavorable émis par 5 membres représentant les élus
- avis favorable émis par 1 membre représentant les élus
- avis favorable émis par 3 membres représentant l'Etat

Article 1^{er} : Le conseil national d'évaluation des normes émet un avis défavorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,


Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01351

Décret relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité et de formation dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1212-2, les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national d'évaluation des normes adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité et de formation dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 15 février 2017 ;

Sur le rapport conjoint de Mme Caroline KRYKWINSKI, sous-directrice à l'animation interministérielle des politiques de ressources humaines, de M. Cyrille PAJOT, chef du bureau des politiques du recrutement, de la formation et de la professionnalisation, et de M. Kévin GAULIARD, chargé d'études juridiques, à la direction générale de l'administration et de la fonction publique, au ministère de la fonction publique ;

Attendu que si les membres représentant les élus locaux défendent le droit à la formation et en reconnaissent parfaitement l'utilité, le compte personnel d'activité et de formation est susceptible de constituer une charge nouvelle pour les communes et EPCI, ainsi que pour les régions, qui risque de les mettre en difficulté financière, notamment du fait de la reprise automatique du compte personnel de formation d'un salarié issu du secteur privé et de l'impossibilité pour l'employeur local de s'opposer à une demande de formation d'un agent souhaitant s'inscrire dans un projet de reconversion professionnelle ;

Attendu que, compte tenu de la spécificité de la fonction publique territoriale, la mutualisation des dépenses de formation ne peut être assurée comme dans la fonction publique d'Etat, en raison de la multiplicité des employeurs locaux ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux précisent qu'il semble inconcevable que ce nouveau dispositif soit mis en œuvre automatiquement par la collectivité territoriale qui emploie l'agent au moment où celui-ci en fait la demande sans remettre en cause le principe de libre administration des collectivités territoriales ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux expriment le souhait de saisir la commission consultative d'évaluation des charges (CCEC) afin d'évaluer la nécessité d'un droit à compensation ;

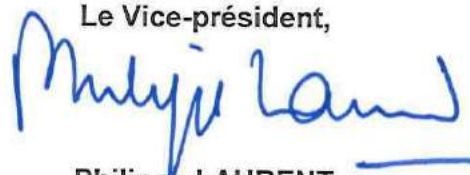
Après délibération et vote de ses membres présents :

- avis défavorable émis par 4 membres représentant les élus
- abstention émises par 2 membres représentant les élus
- avis favorable émis par 3 membres représentant l'Etat

Article 1^{er} : Le conseil national d'évaluation des normes émet un avis défavorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01353

Décret modifiant les articles R. 125-44, R. 512-80 et R. 556-3 du code de l'environnement et R. 441-8-3 du code de l'urbanisme

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1212-2, les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national d'évaluation des normes adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret modifiant les articles R. 125-44, R. 512-80 et R. 556-3 du code de l'environnement et R. 441-8-3 du code de l'urbanisme ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 15 février 2017 ;

Sur le rapport conjoint de M. Jean-Luc PERRIN, sous-directeur des risques chroniques et du pilotage, et de M. Cédric VILETTE, chargé de mission, à la direction générale de la prévention des risques, au ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux soulignent le coût potentiel supplémentaire engendré par ce dispositif sur les collectivités territoriales dans un contexte budgétaire contraint ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux considèrent que le projet de texte est susceptible de conduire à une fragilisation des garanties financières en cas de défaillance du tiers demandeur, notamment en cas d'arrêt de travaux ou de reprise de travaux de réhabilitation dans des sites industriels et des sites pollués, générant un coût élevé pour les collectivités territoriales ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux font part de leur mécontentement sur l'absence de consultation menée avec les associations locales d'élus, ne permettant pas une mise en œuvre optimale de la réforme proposée par le ministère rapporteur qui souhaite une entrée en vigueur au lendemain de la publication du texte ;


Après délibération et vote de ses membres présents :

- avis défavorable émis par 6 membres représentant les élus
- avis favorable émis par 3 membres représentant l'Etat

Article 1^{er} : Le conseil national d'évaluation des normes émet un avis défavorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01354

Arrêté modifiant l'arrêté du 18 août 2015 relatif à l'attestation de garanties financières requises par l'article L. 512-21 du code de l'environnement

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1212-2, les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national d'évaluation des normes adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 18 août 2015 relatif à l'attestation de garanties financières requises par l'article L. 512-21 du code de l'environnement ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 15 février 2017 ;

Sur le rapport conjoint de M. Jean-Luc PERRIN, sous-directeur des risques chroniques et du pilotage, et de M. Cédric VILETTE, chargé de mission, à la direction générale de la prévention des risques, au ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux soulignent le coût potentiel supplémentaire engendré par ce dispositif sur les collectivités territoriales dans un contexte budgétaire contraint ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux considèrent que le projet de texte est susceptible de conduire à une fragilisation des garanties financières en cas de défaillance du tiers demandeur, notamment en cas d'arrêt de travaux ou de reprise de travaux de réhabilitation dans des sites industriels et des sites pollués, générant un coût élevé pour les collectivités territoriales ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux font part de leur mécontentement sur l'absence de consultation menée avec les associations locales d'élus, ne permettant pas une mise en œuvre optimale de la réforme proposée par le ministère rapporteur qui souhaite une entrée en vigueur au lendemain de la publication du texte ;

Après délibération et vote de ses membres présents :

- avis défavorable émis par 6 membres représentant les élus
- avis favorable émis par 3 membres représentant l'Etat

Article 1^{er} : Le conseil national d'évaluation des normes émet un avis défavorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01356

Ordonnance relative à la propriété des personnes publiques

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1212-2, les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national d'évaluation des normes adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'ordonnance relatif à la propriété des personnes publiques ;

Vu la demande d'inscription en urgence du 1^{er} mars 2017 ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 1^{er} mars 2017 ;

Sur le rapport conjoint de M. Jean MAIA, directeur des affaires juridiques, et de Mme Muriel DEROC, chef du bureau du droit public général et constitutionnel, à la direction des affaires juridiques, au ministère de l'économie et des finances ;

Attendu que les membres représentant les élus locaux témoignent de leur satisfaction à l'égard des assouplissements du code de la propriété des personnes publiques permis par la texte proposé, notamment s'agissant des obligations de transparence applicables aux autorisations d'occupation du domaine public ;

Après délibération et vote de ses membres présents :

- avis favorable émis par 5 membres représentant les élus
- avis défavorable émis par 1 membre représentant les élus
- avis favorable émis par 3 membres représentant l'Etat

Article 1^{er} : Le conseil national d'évaluation des normes émet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Philippe Laurent', is written over the printed name.

Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01359

Décret projet portant diverses dispositions relatives à l'article L. 302-5 et suivants du code de la construction et de l'habitation prises en application de la loi n° 2017-66 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1212-2, les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national d'évaluation des normes adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret portant diverses dispositions relatives à l'article L. 302-5 et suivants du code de la construction et de l'habitation prises en application de la loi n° 2017-66 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté ;

Vu la demande d'inscription en urgence du 2 mars 2017 ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 2 mars 2017 ;

Sur le rapport conjoint de M. Yann LUDMANN, sous-directeur des politiques de l'habitat, et de M. Nicolas DUPUY, chargé de mission, à la direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages, au ministère du logement et de l'habitat durable ;

Article 1^{er} : Après en avoir délibéré, le conseil national d'évaluation des normes émet un avis favorable, à l'unanimité des membres présents, sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice président



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01360

Décret fixant les valeurs des ratios permettant de déterminer la liste des agglomérations et des établissements publics de coopération intercommunale et la liste des communes mentionnés, respectivement aux premier et troisième alinéas du II de l'article L. 302-5 du code de la construction ainsi que de définir les agglomérations de plus de 30 000 habitants sur le territoire desquelles les communes sont susceptibles d'être exemptées de l'application des dispositions de l'article L. 302-5 et suivants en application du III du même article

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1212-2, les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national d'évaluation des normes adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de fixant les valeurs des ratios permettant de déterminer la liste des agglomérations et des établissements publics de coopération intercommunale et la liste des communes mentionnés, respectivement aux premier et troisième alinéas du II de l'article L. 302-5 du code de la construction ainsi que de définir les agglomérations de plus de 30 000 habitants sur le territoire desquelles les communes sont susceptibles d'être exemptées de l'application des dispositions de l'article L. 302-5 et suivants en application du III du même article ;

Vu la demande d'inscription en urgence du 2 mars 2017 ;

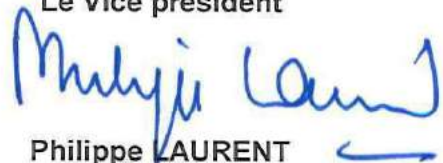
Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 2 mars 2017 ;

Sur le rapport conjoint de M. Yann LUDMANN, sous-directeur des politiques de l'habitat, et de M. Nicolas DUPUY, chargé de mission, à la direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages, au ministère du logement et de l'habitat durable ;

Article 1^{er} : Après en avoir délibéré, le conseil national d'évaluation des normes émet un avis favorable, à l'unanimité des membres présents, sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice président



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01361

Ordonnance portant diverses mesures relatives à la mobilité dans la fonction publique

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1212-2, les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national d'évaluation des normes adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'ordonnance portant diverses mesures relatives à la mobilité dans la fonction publique ;

Vu la demande d'inscription en urgence du 3 mars 2017 ;

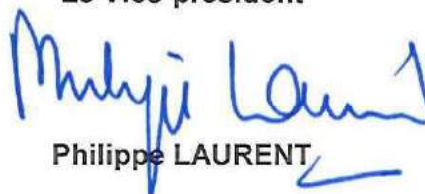
Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 3 mars 2017 ;

Sur le rapport conjoint de Mme Caroline KRYKWINSKI, sous-directrice à l'animation interministérielle des politiques de ressources humaines, de M. Michael CHAUSSARD, chef du bureau du statut général et du dialogue social, et de M. Tomir MAZANEK, chargé d'études juridiques, à la direction générale de l'administration et de la fonction publique, au ministère de la fonction publique ;

Article 1^{er} : Après en avoir délibéré, le conseil national d'évaluation des normes émet un avis favorable, à l'unanimité des membres présents, sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01364

Ordonnance tendant à favoriser le développement des émissions obligataires

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1212-2, les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national d'évaluation des normes adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'ordonnance tendant à favoriser le développement des émissions obligataires ;

Vu la demande d'inscription en extrême urgence du 7 mars 2017 ;

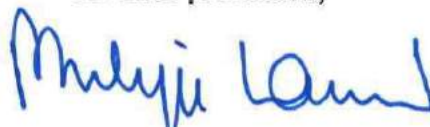
Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 7 mars 2017 ;

Sur le rapport de Mme Sarah FINKELSTEIN, adjointe au chef du bureau épargne et marché financier, à la direction générale du Trésor, au ministère de l'économie et des finances ;

Article 1^{er} : Après en avoir délibéré, le conseil national d'évaluation des normes émet un avis favorable, à l'unanimité des membres présents, sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01365

Décret visant à favoriser le développement des émissions obligataires

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1212-2, les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national d'évaluation des normes adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret visant à favoriser le développement des émissions obligataires ;

Vu la demande d'inscription en extrême urgence du 7 mars 2017 ;

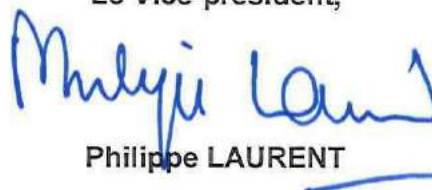
Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 7 mars 2017 ;

Sur le rapport de Mme Sarah FINKELSTEIN, adjointe au chef du bureau épargne et marché financier, à la direction générale du Trésor, au ministère de l'économie et des finances ;

Article 1^{er} : Après en avoir délibéré, le conseil national d'évaluation des normes émet un avis favorable, à l'unanimité des membres présents, sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01333

Ordonnance relative aux immeubles et objets mobiliers classés et inscrits au titre des monuments historiques

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'ordonnance relatif aux immeubles et objets mobiliers classés et inscrits au titre des monuments historiques ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01275

Décret fixant les modalités selon lesquelles la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés peut négocier les conditions d'acquisition des vaccins pour le compte de tiers

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret fixant les modalités selon lesquelles la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés peut négocier les conditions d'acquisition des vaccins pour le compte de tiers ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01276

Décret relatif aux modalités d'application des taxes locales sur la consommation d'électricité

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif aux modalités d'application des taxes locales sur la consommation d'électricité ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01277

Arrêté fixant le contenu du rapport d'activité de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie, pris en application des articles R.233-18 et R.233-19 du code de l'action sociale et des familles

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté fixant le contenu du rapport d'activité de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie, pris en application des articles R.233-18 et R.233-19 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01278

Arrêté modifiant l'arrêté du 3 août 2007 relatif aux formations à l'armement des agents de police municipale et au certificat de moniteur de police municipale en maniement des armes

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

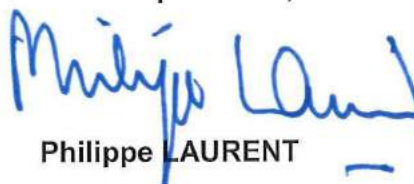
Vu le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 3 août 2007 relatif aux formations à l'armement des agents de police municipale et au certificat de moniteur de police municipale en maniement des armes ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01279

Arrêté relatif aux formations préalable et d'entraînement à l'armement des gardes champêtres

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

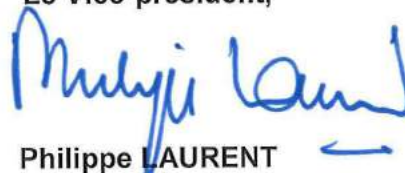
Vu le projet d'arrêté relatif aux formations préalable et d'entraînement à l'armement des gardes champêtres ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01280

Décret relatif aux évaluations des activités et de la qualité des services d'aide et d'accompagnement à domicile relevant du 6°, 7° ou 16° du I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des famille

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif aux évaluations des activités et de la qualité des services d'aide et d'accompagnement à domicile relevant du 6°, 7° ou 16° du I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des famille ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01281

Arrêté relatif au seuil mentionné à l'article R.314-174 déclenchant le dispositif de modulation du forfait global dépendance des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du code de l'action sociale et des familles

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

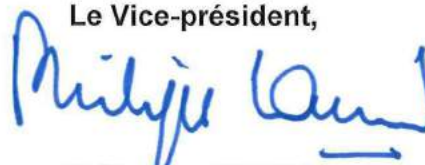
Vu le projet d'arrêté relatif au seuil mentionné à l'article R.314-174 déclenchant le dispositif de modulation du forfait global dépendance des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01282

Arrêté relatif au seuil mentionné à l'article R.314-160 déclenchant le dispositif de modulation du forfait global de soins des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du code de l'action sociale et des familles

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté relatif au seuil mentionné à l'article R.314-160 déclenchant le dispositif de modulation du forfait global de soins des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01283

Décret modifiant le décret n° 2007-1939 du 26 décembre 2007 relatif au classement indiciaire applicable au corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret modifiant le décret n° 2007-1939 du 26 décembre 2007 relatif au classement indiciaire applicable au corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01284

Décret modifiant le décret n° 2012-747 du 9 mai 2012 relatif au classement indiciaire applicable à certains emplois fonctionnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (2° à 6°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ainsi que de certains établissements mentionnés au 1° de cet article

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

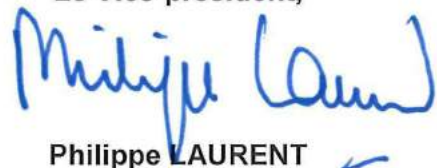
Vu le projet de décret modifiant le décret n° 2012-747 du 9 mai 2012 relatif au classement indiciaire applicable à certains emplois fonctionnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (2° à 6°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ainsi que de certains établissements mentionnés au 1° de cet article ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01285

Arrêté modifiant l'arrêté du 26 décembre 2007 relatif à l'échelonnement indiciaire applicable au corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

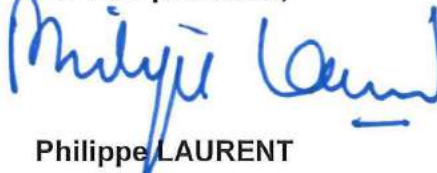
Vu le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 26 décembre 2007 relatif à l'échelonnement indiciaire applicable au corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Philippe Laurent', is written over the printed name.

Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01286

Arrêté modifiant l'arrêté du 9 mai 2012 relatif à l'échelonnement indiciaire applicable à certains emplois fonctionnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (2° à 6°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ainsi que de certains établissements mentionnés au 1° de cet article

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

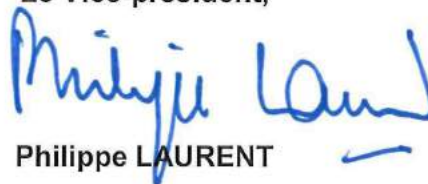
Vu le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 9 mai 2012 relatif à l'échelonnement indiciaire applicable à certains emplois fonctionnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (2° à 6°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ainsi que de certains établissements mentionnés au 1° de cet article ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Philippe Laurent', with a horizontal line underneath.

Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01287

Décret modifiant le décret n° 2015-1048 du 21 août 2015 portant dispositions statutaires relatives aux ergothérapeutes de la fonction publique hospitalière

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret modifiant le décret n° 2015-1048 du 21 août 2015 portant dispositions statutaires relatives aux ergothérapeutes de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01288

Décret relatif au classement indiciaire applicable aux corps de personnels de rééducation de la catégorie A de la fonction publique hospitalière

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif au classement indiciaire applicable aux corps de personnels de rééducation de la catégorie A de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,

Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01294

Arrêté relatif à l'expérimentation d'une méthode de détermination de la demande biochimique en oxygène par mesure fluorimétrique de la respiration bactérienne dans les stations de traitement des eaux usées urbaines

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté relatif à l'expérimentation d'une méthode de détermination de la demande biochimique en oxygène par mesure fluorimétrique de la respiration bactérienne dans les stations de traitement des eaux usées urbaines ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01293

Décret relatif aux dotations de l'Etat aux collectivités territoriales et à la péréquation des ressources fiscales

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif aux dotations de l'Etat aux collectivités territoriales et à la péréquation des ressources fiscales ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01307

Décret modifiant le décret n° 92-855 du 28 août 1992 portant statut particulier du cadre d'emplois des sages femmes territoriales

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret modifiant le décret n° 92-855 du 28 août 1992 portant statut particulier du cadre d'emplois des sages femmes territoriales ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01297

Décret relatif à l'obligation de certification des logiciels d'aide à la dispensation par les pharmacies à usage intérieur prévue à l'article L. 161-38 du code de la sécurité sociale

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

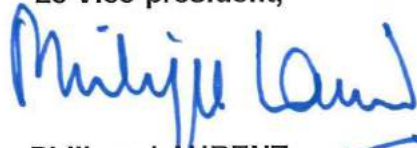
Vu le projet de décret relatif à l'obligation de certification des logiciels d'aide à la dispensation par les pharmacies à usage intérieur prévue à l'article L. 161-38 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01305

Décret relatif au classement indiciaire applicable au corps des attachés d'administration hospitalière

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif au classement indiciaire applicable au corps des attachés d'administration hospitalière ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01295

Arrêté modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01306

Arrêté relatif à l'échelonnement indiciaire applicable aux membres du corps des attachés d'administration hospitalière

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

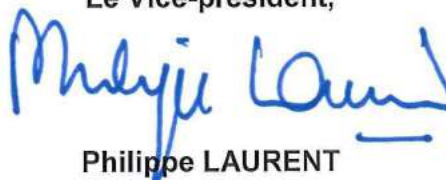
Vu le projet d'arrêté relatif à l'échelonnement indiciaire applicable aux membres du corps des attachés d'administration hospitalière ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01289

Arrêté relatif à l'échelonnement indiciaire applicable aux corps de personnels de rééducation de la catégorie A de la fonction publique hospitalière

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté relatif à l'échelonnement indiciaire applicable aux corps de personnels de rééducation de la catégorie A de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Philippe Laurent', with a horizontal line underneath.

Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01299

Décret modifiant certaines dispositions relatives à la nouvelle bonification
indiciaire de certains personnels de la fonction publique hospitalière

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;


Vu le projet de décret modifiant certaines dispositions relatives à la nouvelle bonification indiciaire de certains personnels de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,


Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01298

Décret modifiant le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;


Vu le projet de décret modifiant le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01292

Arrêté modifiant l'arrêté du 19 mai 2016 relatif à l'échelonnement indiciaire applicable aux membres des corps des conseillers en économie sociale et familiale, des éducateurs techniques spécialisés et des éducateurs de jeunes enfants et des assistants socio-éducatifs de la fonction publique hospitalière

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 19 mai 2016 relatif à l'échelonnement indiciaire applicable aux membres des corps des conseillers en économie sociale et familiale, des éducateurs techniques spécialisés et des éducateurs de jeunes enfants et des assistants socio-éducatifs de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01296

Décret relatif à la simplification de la procédure de reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé et à l'amélioration de l'information des bénéficiaires de l'obligation d'emploi

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

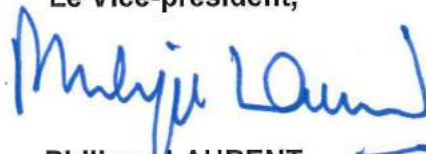
Vu le projet de décret relatif à la simplification de la procédure de reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé et à l'amélioration de l'information des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01291

Décret modifiant le décret n° 2016-643 du 19 mai 2016 relatif au classement indiciaire applicable aux corps des conseillers en économie sociale et familiale, des éducateurs de jeunes enfants, des éducateurs techniques spécialisés, des assistants socio-éducatifs de la fonction publique hospitalière

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;


Vu le projet de décret modifiant le décret n° 2016-643 du 19 mai 2016 relatif au classement indiciaire applicable aux corps des conseillers en économie sociale et familiale, des éducateurs de jeunes enfants, des éducateurs techniques spécialisés, des assistants socio-éducatifs de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01301

Arrêté fixant les conditions de réalisation des soins de conservation à domicile

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté fixant les conditions de réalisation des soins de conservation à domicile ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01303

Décret pris pour l'application de l'article 28 *bis* de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires relatif au référent déontologue

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret pris pour l'application de l'article 28 *bis* de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires relatif au référent déontologue ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01300

Décret relatif aux conditions d'intervention des thanatopracteurs et à l'information des familles concernant les soins de conservation

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif aux conditions d'intervention des thanatopracteurs et à l'information des familles concernant les soins de conservation ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01290

Décret portant dispositions statutaires communes à certains corps de catégorie A de la fonction publique hospitalière à caractère socio-éducatif

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret portant dispositions statutaires communes à certains corps de catégorie A de la fonction publique hospitalière à caractère socio-éducatif ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,

Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01304

Décret modifiant le décret n°2001-1207 du 19 décembre 2001 portant statut particulier du corps des attachés d'administration hospitalière et modifiant le décret n° 90-839 du 21 septembre 1990 portant statuts particuliers des personnels administratifs de la fonction publique hospitalière

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret modifiant le décret n°2001-1207 du 19 décembre 2001 portant statut particulier du corps des attachés d'administration hospitalière et modifiant le décret n° 90-839 du 21 septembre 1990 portant statuts particuliers des personnels administratifs de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Philippe Laurent', with a horizontal line underneath.

Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01302

Décret relatif aux conditions d'application de l'interdiction de vapoter dans certains lieux à usage collectif

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

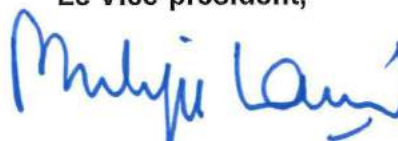
Vu le projet de décret relatif aux conditions d'application de l'interdiction de vapoter dans certains lieux à usage collectif ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 13 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01308

Décret modifiant le décret n° 92-856 du 28 août 1992 portant échelonnement indiciaire applicable aux sages-femmes territoriales

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

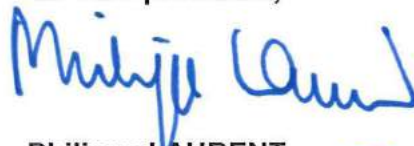
Vu le projet de décret modifiant le décret n° 92-856 du 28 août 1992 portant échelonnement indiciaire applicable aux sages-femmes territoriales ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01309

Décret modifiant le décret n°2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret modifiant le décret n°2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01310

Décret modifiant le décret n° 87-1097 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux et le décret n° 2016-200 du 20 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

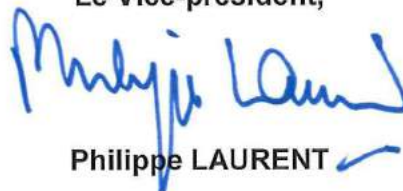
Vu le projet de décret modifiant le décret n° 87-1097 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux et le décret n° 2016-200 du 20 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Philippe Laurent', is written over the printed name.

Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01311

Décret modifiant les dispositions indicielles applicables aux administrateurs territoriaux et aux ingénieurs en chef territoriaux

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

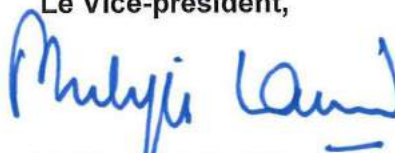
Vu le projet de décret modifiant les dispositions indicielles applicables aux administrateurs territoriaux et aux ingénieurs en chef territoriaux ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Philippe Laurent', with a horizontal line underneath.

Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01312

Arrêté précisant le plan de l'étude de dangers des digues organisées en systèmes d'endiguement et des autres ouvrages conçus ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de d'arrêté précisant le plan de l'étude de dangers des digues organisées en systèmes d'endiguement et des autres ouvrages conçus ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01313

Arrêté précisant les modalités de détermination de la hauteur et du volume des barrages et ouvrages assimilés aux fins du classement de ces ouvrages en application de l'article R.214-112 du code de l'environnement

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté précisant les modalités de détermination de la hauteur et du volume des barrages et ouvrages assimilés aux fins du classement de ces ouvrages en application de l'article R.214-112 du code de l'environnement ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01314

Arrêté précisant les documents techniques relatifs aux barrages prévus par les articles R.214-119 et R.214-122 du code de l'environnement

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté précisant les documents techniques relatifs aux barrages prévus par les articles R.214-119 et R.214-122 du code de l'environnement ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01315

Décret modifiant le dispositif d'agrément des organismes intervenant pour la sécurité des ouvrages hydrauliques

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L. 1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret modifiant le dispositif d'agrément des organismes intervenant pour la sécurité des ouvrages hydrauliques ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,

A blue ink signature, appearing to read 'Philippe Laurent', is written over the printed name.

Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01316

Arrêté précisant les catégories et les critères des agréments des organismes intervenant pour la sécurité des ouvrages hydrauliques ainsi que l'organisation administrative de leur délivrance

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté précisant les catégories et les critères des agréments des organismes intervenant pour la sécurité des ouvrages hydrauliques ainsi que l'organisation administrative de leur délivrance ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01317

Arrêté relatif au certificat d'urbanisme, au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme et modifiant le code de l'urbanisme

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté relatif au certificat d'urbanisme, au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme et modifiant le code de l'urbanisme ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01318

Décret portant diverses dispositions modifiant le code de la construction et de l'habitation en matière de demande et d'attribution de logement social

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret portant diverses dispositions modifiant le code de la construction et de l'habitation en matière de demande et d'attribution de logement social ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01320

Ordonnance portant diverses dispositions communes à l'ensemble du patrimoine culturel

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'ordonnance portant diverses dispositions communes à l'ensemble du patrimoine culturel ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,

Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01321

Décret modifiant le chapitre III du titre V du livre III du code de la construction et de l'habitation relatif au régime juridique des logements locatifs conventionnés et le titre IV du livre IV du même code relatif aux rapports des organismes d'habitations à loyer modéré et des bénéficiaires

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret modifiant le chapitre III du titre V du livre III du code de la construction et de l'habitation relatif au régime juridique des logements locatifs conventionnés et le titre IV du livre IV du même code relatif aux rapports des organismes d'habitations à loyer modéré et des bénéficiaires ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01323

Décret modifiant la partie réglementaire du code des juridictions financières

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret modifiant la partie réglementaire du code des juridictions financières ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01324

Décret relatif à l'établissement public national Antoine Koenigswarter

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

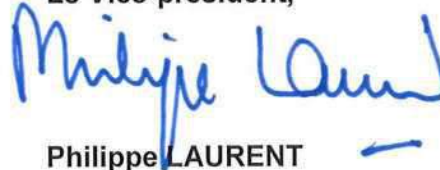
Vu le projet de décret relatif à l'établissement public national Antoine Koenigswarter ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01330

Décret relatif au transfert de propriété du domaine public ferroviaire

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

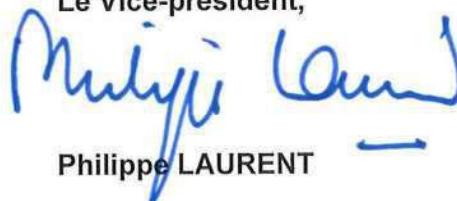
Vu le projet de décret relatif au transfert de propriété du domaine public ferroviaire ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01329

Décret portant sur diverses mesures relatives aux aides et concours financiers versés par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, au financement et aux procédures d'autorisation des services d'aide et d'accompagnement à domicile et au conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

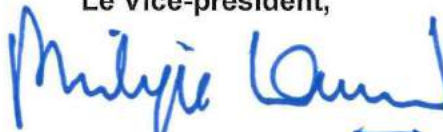
Vu le projet de décret portant sur diverses mesures relatives aux aides et concours financiers versés par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, au financement et aux procédures d'autorisation des services d'aide et d'accompagnement à domicile et au conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01331

Décret relatif à l'accès des sapeurs-pompiers volontaires au compte d'engagement citoyen
du compte personnel d'activité

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

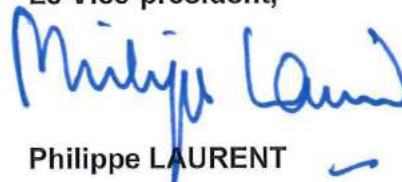
Vu le projet de décret relatif à l'accès des sapeurs-pompiers volontaires au compte d'engagement citoyen du compte personnel d'activité ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01332

Décret relatif aux modalités d'établissement des procédures de recueil des signalements émis par les membres des personnels ou des collaborateurs extérieurs et occasionnels des personnes morales de droit public ou de droit privé ou des administrations de l'Etat

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

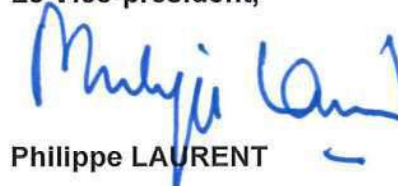
Vu le projet de décret relatif aux modalités d'établissement des procédures de recueil des signalements émis par les membres des personnels ou des collaborateurs extérieurs et occasionnels des personnes morales de droit public ou de droit privé ou des administrations de l'Etat ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01334

Décret portant création d'une prime d'engagement pour certains personnels de rééducation recrutés sur les postes prioritaires des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires de la fonction publique hospitalière

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret portant création d'une prime d'engagement pour certains personnels de rééducation recrutés sur les postes prioritaires des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Philippe Laurent', with a horizontal line extending to the right.

Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01335

Arrêté fixant le montant de la prime d'engagement pour certains personnels de rééducation recrutés sur les postes prioritaires des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires de la fonction publique hospitalière

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

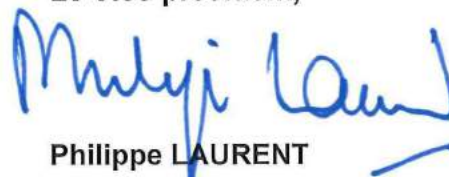
Vu le projet d'arrêté fixant le montant de la prime d'engagement pour certains personnels de rééducation recrutés sur les postes prioritaires des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,

A blue ink signature, appearing to read 'Philippe Laurent', is written over the name 'Philippe LAURENT'.

Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01338

Décret relatif à l'accueil de nouveaux types de publics dans les résidences hôtelières à vocation sociale

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

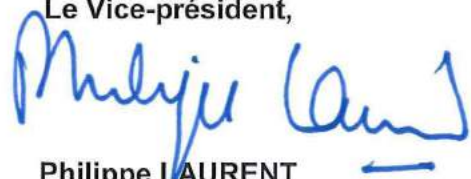
Vu le projet de décret relatif à l'accueil de nouveaux types de publics dans les résidences hôtelières à vocation sociale ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01337

Décret relatif aux modalités d'application de l'article 3-3 la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989
tendant à améliorer les rapports locatifs

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

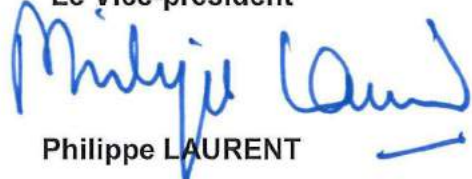
Vu le projet de décret relatif aux modalités d'application de l'article 3-3 la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Philippe Laurent', with a horizontal line drawn underneath it.

Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01339

Décret relatif à l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées et au partage des avantages découlant de leur utilisation

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

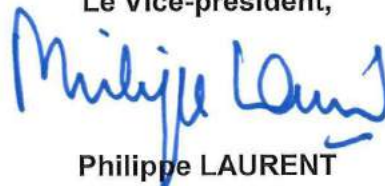
Vu le projet de décret relatif à l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées et au partage des avantages découlant de leur utilisation ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 14 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Philippe Laurent', is written over the printed name.

Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01340

Décret relatif aux modalités de délivrance de la carte mobilité inclusion

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif aux modalités de délivrance de la carte mobilité inclusion ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 15 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,

Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01341

Arrêté relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 15 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01342

Ordonnance relative aux règles de conservation, de sélection et d'étude du patrimoine archéologique mobilier

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'ordonnance relatif aux règles de conservation, de sélection et d'étude du patrimoine archéologique mobilier ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 15 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01347

Décret portant application de l'article 78 de la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et modifiant divers statuts particuliers de la fonction publique territoriale

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

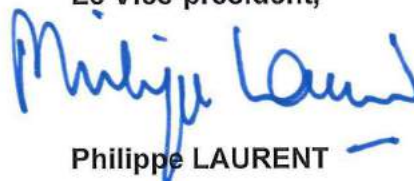
Vu le projet de décret portant application de l'article 78 de la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et modifiant divers statuts particuliers de la fonction publique territoriale ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 15 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Philippe Laurent', with a horizontal line underneath.

Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01348

Arrêté fixant le plafond de remboursement des organismes prenant en charge des formations éligibles au titre de l'engagement citoyen

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

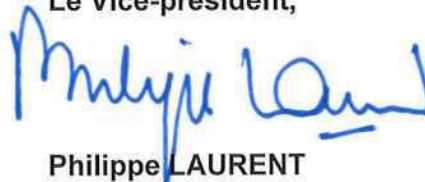
Vu le projet d'arrêté fixant le plafond de remboursement des organismes prenant en charge des formations éligibles au titre de l'engagement citoyen ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 15 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Philippe Laurent', is written over the printed name.

Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01350

Décret modifiant le décret n° 2014-758 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret modifiant le décret n° 2014-758 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 15 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01352

Décret relatif à l'action de groupe et à l'action en reconnaissance de droits prévues aux titres V et VI de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIème siècle

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

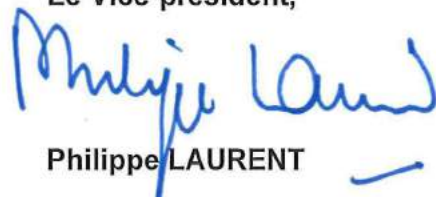
Vu le projet de décret relatif à l'action de groupe et à l'action en reconnaissance de droits prévues aux titres V et VI de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIème siècle ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 15 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01355

Décret portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

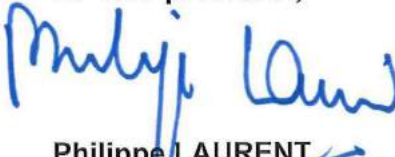
Vu le projet de décret portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 16 février 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01357

Arrêté modifiant l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au financement du fonds d'appui à la définition de la stratégie territoriale dans le champ de l'aide à domicile, de soutien aux bonnes pratiques et d'aide à la restructuration des services d'aide et d'accompagnement à domicile prévu à l'article 34 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2017

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au financement du fonds d'appui à la définition de la stratégie territoriale dans le champ de l'aide à domicile, de soutien aux bonnes pratiques et d'aide à la restructuration des services d'aide et d'accompagnement à domicile prévu à l'article 34 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 ;

Vu la demande d'inscription en urgence du 1^{er} mars 2017 ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 1^{er} mars 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01358

Décret modifiant le décret n° 2001-540 du 25 juin 2001 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission départementale consultative des gens du voyage

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret modifiant le décret n° 2001-540 du 25 juin 2001 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission départementale consultative des gens du voyage ;

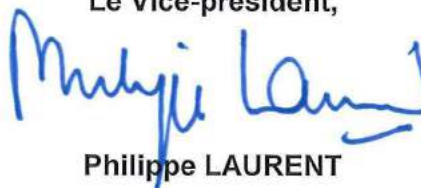
Vu la demande d'inscription en urgence du 2 mars 2017 ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 2 mars 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Philippe Laurent', is written over the printed name.

Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01362

Décret relatif au registre des bénéficiaires effectifs

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet de décret relatif au registre des bénéficiaires effectifs ;

Vu la demande d'inscription en urgence du 3 mars 2017 ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 3 mars 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,



Philippe LAURENT

CONSEIL NATIONAL D'EVALUATION DES NORMES

Séance du 9 mars 2017

Délibération n°17-03-09-01363

Arrêté modifiant l'arrêté du 29 avril 2015 précisant le format et le contenu de la fiche standardisée d'information relative à l'assurance ayant pour objet le remboursement d'un prêt

Le Conseil national d'évaluation des normes,

A l'unanimité de ses membres présents,

Vu le VI et le VII de l'article L.1212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R. 1213-19 à 23 ainsi que les articles R. 1213-27 et 28 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur modifié du conseil national adopté par délibération n°16-02-23-00000 du 23 février 2016 ;

Vu le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 29 avril 2015 précisant le format et le contenu de la fiche standardisée d'information relative à l'assurance ayant pour objet le remboursement d'un prêt ;

Vu la demande d'inscription en extrême urgence du 7 mars 2017 ;

Vu l'accusé de réception délivré par le secrétariat du conseil national d'évaluation des normes le 7 mars 2017 ;

Article 1 : Emet un avis favorable sur le projet de norme susvisé qui lui est soumis.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Gouvernement et publiée sur le site internet du Conseil national d'évaluation des normes.

Le Vice-président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Philippe Laurent', with a horizontal line underneath.

Philippe LAURENT